



La remise en cause des retraites des régimes spéciaux

prépare d'autres attaques !

Après les Régimes spéciaux, ce sera le
régime général,

Nous sommes tous attaqués,

Nous sommes tous concernés !

Le 18 octobre, les différentes fédérations syndicales des cheminots, électriciens, gaziers, postiers, télécommunicants, territoriaux, santé appellent à faire grève et manifester pour la défense des régimes de retraites. L'UD CGT du Haut-Rhin s'engage à leurs côtés et invite tous les militants, les adhérents, les salariés du public comme du privé et les chômeurs à se joindre à cet appel.

Derrière la remise en cause des régimes spéciaux, Sarkozy et Fillon ont prévu, dès l'an prochain, de s'en prendre à l'ensemble de notre système de retraites pour en terminer avec la retraite à 60 ans et imposer 41 annuités pour tous dans l'immédiat.

Mais il y a encore plus derrière tout cela :

👉 **Il s'agit d'un véritable contre-projet de société au seul service du patronat et des plus riches.**

➡ **FRANCHISES MEDICALES...**

Le gouvernement a instauré les franchises médicales, véritables taxes sur la maladie. Il a refusé de donner le « coup de pouce » traditionnel au SMIC.

En même temps, il donne 15 milliards d'euros de dégrèvements d'impôts aux riches et il instaure le service minimum contre le droit de grève dans les transports en commun.

➡ **CDI, LICENCIEMENTS, CODE DU TRAVAIL...**

Par son appui à « la possibilité d'une séparation à l'amiable », Sarkozy a donné son soutien au projet du MEDEF de faciliter les licenciements –

C'est aussi une remise en cause du CDI par un contrat unique calqué sur le CNE avec prolongation de la durée de la période d'essai.

Les indemnités de licenciements et leur durée seraient également diminuées.

De plus, le patronat et le gouvernement veulent se débarrasser du code du travail et des conseils de prud'hommes ; Altkirch et Guebwiller sont menacés de » fermeture.

S'ils parvenaient à leur fin, on reviendrait à une société où la précarité généralisée multiplierait les drames humains.

➡ **35 HEURES...**

Le gouvernement évoque la remise en cause des 35 heures en laissant à chaque patron la possibilité de définir les horaires de son entreprise dans la limite des réglementations européennes, c'est-à-dire 48 heures hebdomadaires.

➔ SECURITE SOCIALE...

Après le déremboursement de nombreux médicaments, Sarkozy s'est prononcé pour une plus grande limitation de la couverture de la Sécurité Sociale, notamment pour les maladies de longue durée.

Il propose de n'augmenter les revenus des médecins que dans la mesure où ils limiteraient leurs prescriptions de congés maladie.

Il prévoit que les hôpitaux deviendraient des « entreprises de production de soins » soumis à des impératifs de productivité et de concurrence. Cela implique la fermeture des services non rentables,

➔ FONCTION PUBLIQUE...

Les dépenses utiles à la population dans les services publics sont comprimées avec le non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partants à la retraite, soit

22 900 suppressions de postes, dont 11 000 dans l'Education Nationale.

Le discours sur la « faillite de l'Etat », alors que le gouvernement a accordé 60 milliards de subventions au patronat, pour la seule année 2005, prépare l'opinion à la **libéralisation de la fonction publique**.

Le « trou de la Sécu », alors qu'une partie de plus en plus grande des patrons est dégrevée de cotisations sociales, prépare à la privatisation de l'assurance maladie. Le projet de « dépenalisation du droit des affaires » alors que les dirigeants d'EADS sont accusés de s'en être mis illégalement plein les poches, pendant qu'ils licenciaient des milliers de salariés, indique bien les orientations de SARKOZY ; LAGARDERE qui a empoché 700 millions d'Euros et que SARKO considère « comme son frère » peut s'enrichir tranquille !

Le MEDEF et le gouvernement veulent en finir avec les protections sociales et les droits collectifs des salariés. C'est d'un projet d'ensemble dont il s'agit et c'est tous ensemble qu'il faut riposter pour imposer au gouvernement actuel de renoncer à ses projets.

Pour une société plus juste,
pour de vrais droits, participez à la
grève du 18 octobre et à la
manifestation qui aura lieu
à 17 heures Place de la Réunion à
Mulhouse.